

*Selon Panagiotis Sotiris, l'heure a sonné pour la gauche grecque de former un front uni contre l'austérité et pour la rupture avec la zone euro.*

*Panagiotis Sotiris est membre de la direction d'Antarsya, coalition de [la gauche révolutionnaire grecque](#).*

Ce 3 juillet a été l'heure de gloire du Premier Ministre grec Alexis Tsipras. Face à l'immense foule rassemblée sur la place Syntagma, Tsipras a prononcé un discours exaltant en faveur du Non au référendum, citant le grand poète Andreas Kalvos qui écrivait : « *la liberté exige de la vertu et du courage* ». Malheureusement, au cours de la longue nuit de négociations avec l'Union européenne (UE), lui-même n'a fait preuve ni de vertu ni courage.

Le 13 juillet marque la fin du chemin pour Tsipras comme pour Syriza. Malgré un vote populaire massif en faveur du Non, malgré l'évidente acceptation par d'importants segments de la population d'une rupture avec la zone euro comme solution possible, et malgré le positionnement d'une large partie des forces sociales et politiques de gauche en faveur d'une sortie de l'eurozone austéritaire, véritable cage d'acier, Tsipras et la direction de Syriza ont choisi une capitulation rapide et totale face aux exigences des créanciers.

Pris de panique à l'idée même d'une sortie de la zone euro, incapables de voir que la société grecque est mûre pour un tel scénario, et ne s'étant nullement préparés au chantage de l'UE ou à un éventuel Grexit, Tsipras et son équipe de négociateurs n'ont pu offrir aucune véritable résistance aux propositions des créanciers.

Ils n'ont pas retenu la leçon de la tragédie chypriote de 2013 : si l'on n'accepte pas la première série de mesures proposée par l'UE et que l'on n'est pas disposé à sortir de la zone euro, alors on se voit contraint d'en accepter de nouvelles, encore bien pires et plus violentes que les premières.

Cela a conduit à un ensemble d'engagements dévastateurs en faveur d'un programme néolibéral brutal qui comprend des privatisations et la vente des biens de l'Etat, avec davantage de mesures d'austérité, de coupes budgétaires, une réforme des retraites, de nouveaux coups portés aux conventions collectives, l'annulation des lois déjà votées par Syriza, la condition humiliante d'une souveraineté limitée (voire inexistante), ainsi qu'une surveillance disciplinaire de l'UE.

Au lieu du « compromis honnête » promis par Tsipras, nous subissons une défaite humiliante et un autre mémorandum, tout aussi autoritaire et néolibéral que les deux précédents qui avaient déclenché le mouvement de contestation de 2010-2012. Aujourd'hui, le danger est que la notion même de « gauche » soit associée à la trahison et à l'acceptation pleine et entière de l'austérité. C'est un prix que l'ensemble de la gauche va devoir payer.

La gauche pro-euro arrive également au bout du chemin. Il est plus qu'évident que l'adhésion à l'utopie d'un « bon euro » ne peut mener qu'à la dystopie d'un néolibéralisme autoritaire et d'une souveraineté limitée, et à la mort de la démocratie. La sortie de la zone euro, la suspension du paiement de la dette et la désobéissance aux traités de l'UE sont les conditions impératives de toute sortie progressiste de la crise en cours.

L'ensemble des députés Syriza ont l'obligation morale de voter contre ces nouvelles mesures s'ils veulent sauver l'honneur et la dignité de la gauche. Sinon, ils ne seront pas

différents des parlementaires issus des partis dominants, qui approuvent sans même les lire les plans d'austérité. Ils marqueraient alors une même hostilité aux travailleurs et aux classes populaires. Hésiter dans le but de maintenir en place un gouvernement de gauche n'a aucun sens ; ce n'est plus un gouvernement de gauche et Tsipras trouvera un moyen pour négocier avec les forces dominantes et diriger en coopération avec celles-ci.

Mais surtout, il est temps à présent que toutes les forces de gauche défendant la voie de la rupture, la voie de « Oxi », au sein de Syriza comme en dehors, prennent [des initiatives](#). Avec courage et audace, il nous faut construire un front de la gauche sur la base des lignes de clivage révélées par le Non et par le débat autour de la rupture avec la zone euro. Et nous avons besoin de ce front maintenant, en s'affranchissant du sectarisme pathologique et des petites intrigues de la gauche radicale.

Nous avons précisément besoin d'une convergence de forces politiques et des dynamiques du mouvement qui pourrait, en quelque sorte et selon une logique dialectique, incorporer et dépasser l'héritage de Syriza comme front large, l'expérience d'unité des anticapitalistes d'[Antarsya](#) et celle de toutes les formes d'organisation au sein du mouvement. La crise grecque a ouvert une brèche historique qui a traversé notre société et créé les conditions nécessaires à l'émergence d'un nouveau bloc historique. Syriza n'est pas parvenu à transformer ce potentiel en praxis politique. Nous avons la responsabilité historique d'accomplir cette transformation.

Nous avons besoin de cela pour garder vivant l'esprit du Non et l'esprit de résistance et d'effort collectif, mais aussi pour ne pas laisser les classes populaires en état de choc, humiliées et désabusées. Car si nous laissons cela se produire, nous ne serons pas seulement les témoins du retour à la lutte individuelle pour la survie, mais aussi de la résurgence des fascistes qui tentent déjà de se faire passer pour la seule force politique fidèle au Non.

Aujourd'hui est un jour bien triste. Mais il nous faut garder à l'esprit la joie, le courage et la détermination que nous avons tous ressentis suite au référendum. C'est là que réside le véritable potentiel. C'est là que nous pouvons puiser l'espoir.

La lutte continue. L'avenir dure longtemps.

Traduit par Soraya Guénifi

*Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons [\(CC BY-NC-ND 3.0 FR\)](#). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.*